

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

## Recrutement. — Résultats

[2007/201963]

Sélection comparative d'ingénieurs industriels Service Véhicules (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le SPF Mobilité et Transports (ANG06035). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. DEDONCKER, WIM, 2220 HEIST-OP-DEN-BERG.
2. LAMBERT, STEFAN, 8750 WINGENE.
3. DANAU, ERWIN, 9552 HERZELE.
4. DELAEDT, RAFAEL, 2900 SCHOTEN.
5. VAN HERREWEGEN, HANS, 9200 DENDERMONDE.
6. PENNINCK, SVEN, 9810 NAZARETH.
7. DE BAERDEMAEKER, JOHN, 1730 ASSE.
8. SMEETS, MICHAEL, 3540 HERK-DE-STAD.
9. DE BODT, GEERT, 9500 GERAARDSBERGEN.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

## Werving. — Uitslagen

[2007/201963]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige industrieel ingenieurs Dienst Voertuigen (m/v) (niveau A) voor de FOD Mobilité en Vervoer (ANG06035). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage :

1. DEDONCKER, WIM, 2220 HEIST-OP-DEN-BERG.
2. LAMBERT, STEFAN, 8750 WINGENE.
3. DANAU, ERWIN, 9552 HERZELE.
4. DELAEDT, RAFAEL, 2900 SCHOTEN.
5. VAN HERREWEGEN, HANS, 9200 DENDERMONDE.
6. PENNINCK, SVEN, 9810 NAZARETH.
7. DE BAERDEMAEKER, JOHN, 1730 ASSE.
8. SMEETS, MICHAEL, 3540 HERK-DE-STAD.
9. DE BODT, GEERT, 9500 GERAARDSBERGEN.

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2007/201943]

Sélection de junior ingénieurs études « stabilité » (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour l'Administration flamande (ANV07009). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. ENGELS, MARINO, 9140 TEMSE.
2. WOUTERS, KENNETH, 8420 DE HAAN.
3. DECOO, MARC, 9000 GENT.
4. ETNEO, LESLIE, 3500 HASSELT.
5. BONNARENS, PHILIPPE, 9310 AALST.
6. VERMAELEN, PHILIPPE, 3000 LEUVEN.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2007/201943]

Selectie van Nederlandstalige junior studie-ingenieurs « stabiliteit » (m/v) (niveau A) voor de Vlaamse overheid (ANV07009). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten voor toelating tot de stage :

1. ENGELS, MARINO, 9140 TEMSE.
2. WOUTERS, KENNETH, 8420 DE HAAN.
3. DECOO, MARC, 9000 GENT.
4. ETNEO, LESLIE, 3500 HASSELT.
5. BONNARENS, PHILIPPE, 9310 AALST.
6. VERMAELEN, PHILIPPE, 3000 LEUVEN.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
PERSONNEL ET ORGANISATION

[C - 2007/02127]

7 JUIN 2007. — Circulaire n° 572. — Régime définitif en matière de transport public gratuit de la résidence au lieu de travail pour les membres du personnel fédéral

Aux services d'encadrement et du personnel des administrations et autres services des services publics fédéraux et du ministère de la défense nationale, des organismes publics fédéraux soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat, et des autres organismes fédéraux qui tombent sous le champ d'application de l'arrêté royal du 3 mai 2007 portant la prise en charge des frais de déplacement par les transports publics de la résidence au lieu de travail des membres du personnel fédéral par l'Etat et certains organismes publics fédéraux.

Mme la Ministre,

M. le Ministre,

Mme la Secrétaire d'Etat,

M. le Secrétaire d'Etat,

Ci-après figurent de nouvelles directives relatives à la publication au Moniteur Belge du 21 mai 2007 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 portant la prise en charge des frais de déplacement par les transports publics de la résidence au lieu de travail des membres du personnel fédéral par l'Etat et certains organismes publics fédéraux, qui concrétise le régime définitif en matière de gratuité complète des transports en commun pour les fonctionnaires fédéraux en ce qui concerne les trajets entre le domicile et le lieu de travail à partir du 1<sup>er</sup> juin 2007.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C - 2007/02127]

7 JUNI 2007. — Omzendbrief nr. 572. — Definitief stelsel inzake gratis openbaar vervoer in woon-werkverkeer voor de personeelsleden van de federale overheid

Aan de staf- en personeelsdiensten van de besturen en andere diensten van de federale overheidsdiensten en het ministerie van landsverdediging, alsook van de federale openbare instellingen die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat staan, evenals van de andere federale instellingen die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 betreffende de ten laste neming van de kosten inzake openbaar vervoer in woon-werkverkeer van de federale personeelsleden door de Staat en sommige federale openbare instellingen.

Mevr. de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mevr. de Staatssecretaris,

Mijnheer de Staatssecretaris,

Hierna volgen nieuwe richtlijnen naar aanleiding van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 2007 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 betreffende de ten laste neming van de kosten inzake openbaar vervoer in woon-werkverkeer van de federale personeelsleden door de Staat en sommige federale openbare instellingen, waarbij het definitief stelsel van het volledig gratis gemeenschappelijk openbaar vervoer in woon-werkverkeer voor federale ambtenaren met ingang van 1 juni 2007 wordt geconcretiseerd.

Je souhaite particulièrement attirer l'attention sur les grandes valeurs écologiques qui sous-tendent ce nouveau régime. Si les membres du personnel utilisent massivement les transports publics – les cartes train et abonnements offrent de très nombreuses possibilités d'utilisation – ceci aura assurément un effet très favorable sur l'utilisation encore excessive des véhicules privés, avec toutes les nuisances pour l'environnement, y compris les accidents, qui en résultent.

Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, de cet AR 03.05.2007, les services fédéraux pour lesquels l'arrêté n'est pas ipso facto d'application peuvent adhérer volontairement au présent régime, à condition d'en informer le ministre de la Fonction publique et d'adhérer aux conventions conclues avec les sociétés de transports publics – SNCB, DE LIJN, SRWT-TEC et STIB-MIVB.

Puisque la gratuité des transports publics est désormais acquise, il conviendrait que tous les déplacements importants de la résidence au lieu de travail aient en principe lieu par les transports publics.

L'article 5 de cet AR 03.05.2007 prévoit à nouveau que le ministre compétent peut régler, avec l'accord du ministre de la Fonction publique, les cas particuliers pour lesquels une solution adaptée est indiquée.

Je souhaite insister sur le fait qu'il est indiqué de considérer chaque cas en particulier et d'éviter le plus possible les décisions générales.

Le chapitre III de l'AR 03.05.2007 traite de l'usage exceptionnel de moyens de transport personnels. Les services publics concernés doivent toutefois d'abord signer des conventions avec les sociétés de transports publics afin de recueillir et d'amener leurs membres du personnel à l'arrêt de transports publics le plus proche – des véhicules appartenant au service concerné peuvent bien entendu aussi être utilisés (p. ex. des véhicules militaires).

Afin de limiter au maximum les frais de déplacement par des moyens de transport personnels, je demande aux autorités fédérales responsables que les autorisations d'utiliser un véhicule personnel soient limitées au maximum et que, là où cela s'avère possible, l'utilisation des transports en commun publics soit imposée. L'objectif est en effet, avec l'octroi d'abonnements gratuits, que les fonctionnaires utilisent massivement les transports en commun afin de préserver l'environnement et la nature.

Ce n'est que lorsque ceci s'avère réellement impossible que les articles 7 et suivants de cet arrêté peuvent être appliqués.

Pour le calcul de la distance à prendre en considération, on utilise la distance de référence transport public pour autant que celle-ci soit comparable ou la distance en ligne directe sur la carte IGN de la résidence au lieu de travail, moyennant une multiplication par le coefficient 1,25 – ceci parce que les routes ne suivent jamais une ligne droite dans la pratique.

Etant donné la charge financière que ce système entraîne et qui doit être supportée par les services fédéraux, il s'avère indispensable de définir des directives appropriées pour garder ces frais sous contrôle.

Il convient avant tout de souligner le fait que les services d'encadrement et les services du personnel doivent veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus dans les demandes d'abonnements (notamment pour les abonnements de réseau) qui ne sont pas véritablement nécessaires pour le trajet entre le domicile et le lieu de travail.

J'insiste donc également pour que des abonnements annuels soient pris auprès de toutes les sociétés de transports publics, lesquels sont bien meilleur marché que les abonnements mensuels ou trimestriels. Bien entendu, dans certains cas, il peut être indiqué d'utiliser d'autres abonnements, ou même encore des cartes multivoyages, lorsqu'il s'agit de membres du personnel dont on est sûr qu'ils ne travailleront pas toute l'année, par exemple dans le cas de contrats à durée déterminée, de contrats de remplacement, pour les femmes enceintes, ...

Pour les membres du personnel qui ne travaillent pas à temps plein, il est indiqué que ceux-ci utilisent des abonnements pour des prestations à temps partiel.

Il est nécessaire que dans tous les services publics fédéraux et dans toutes les institutions publiques fédérales auxquels s'applique l'AR 03.05.2007, un membre du personnel du service d'encadrement ou du service du personnel soit spécifiquement chargé de tenir à jour les données et les statistiques relatives à la gratuité du transport pour les trajets domicile-lieu de travail des membres du personnel dans son service public fédéral ou son institution.

Ik wil wel speciaal de aandacht vestigen op de grote ecologische waarden waarop deze nieuwe regeling is gestoeld. Wanneer de personeelsleden massaal het openbaar vervoer gebruiken – de trein-kaarten en abonnements verlenen immers zeer ruime gebruiksmogelijkheden –, zal dit ongetwijfeld een zeer gunstige invloed hebben op het nog overmatig gebruik van privé-motorvoertuigen, met alle daaruit voortvloeiende milieu-overlast, met inbegrip van ongevallen.

Overeenkomstig artikel 1, laatste lid, van dit KB 03.05.2007, kunnen federale diensten waarop dit besluit niet ipso facto van toepassing is, vrijwillig tot dit stelsel toetreden mits de minister van Ambtenarenzaken hierover te informeren en zelf toe te treden tot de conventies, afgesloten met de openbare vervoersmaatschappijen – NMBS, DE LIJN, SRWT-TEC en MIVB-STIB.

Vermits de kosteloosheid van het openbaar vervoer thans verworven is, is het aangewezen dat in principe alle grote verplaatsingen in woon-werkverkeer nu ook met dit openbaar vervoer zouden gebeuren.

Artikel 5 van dit KB 03.05.2007 voorziet opnieuw dat de bevoegde minister, met instemming van de minister van Ambtenarenzaken, de bijzondere gevallen kan regelen waarvoor een aangepaste oplossing aangewezen is.

Ik wens er wel de nadruk op te leggen dat het aangewezen is elk geval in concreto te beschouwen en algemene beslissingen zoveel mogelijk te vermijden.

Hoofdstuk III van het KB 03.05.2007 handelt over het uitzonderlijk gebruik van persoonlijke vervoermiddelen. Het is nochtans zo dat de betrokken overheidsdiensten eerst overeenkomsten moeten afsluiten met de regionale openbare vervoersmaatschappijen teneinde hun personeelsleden af te halen en terug te brengen bij de dichtstbijzijnde halteplaats van het openbaar vervoer – uiteraard kunnen ook eigen vervoermiddelen van de betrokken dienst ingezet worden (b.v. militaire voertuigen).

Teneinde de vervoerskosten met persoonlijke vervoermiddelen zo laag mogelijk te houden, vraag ik de verantwoordelijke federale overheden de toestemmingen om eigen motorvoertuigen te gebruiken zoveel mogelijk te beperken en daar waar het kan, het gebruik van de gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen op te leggen. Het is immers de bedoeling bij het toekennen van gratis abonnementskaarten dat de ambtenaren massaal het openbaar vervoer zouden gebruiken om aldus ons leefmilieu en de natuur te vrijwaren.

Het is slechts wanneer dit werkelijk onmogelijk blijkt te zijn, dat toepassing kan gemaakt worden van de artikelen 7 e.v. van dit besluit.

Voor de berekening van de in aanmerking te nemen afstand, neemt men de referentie-afstand openbaar vervoer voor zover deze vergelijkbaar is, of de afstand in rechte lijn op de NGI-kaart van de verblijfplaats naar de werkplaats, mits vermenigvuldiging met de coëfficiënt 1,25 – dit omdat de wegen in de praktijk nooit een rechte lijn volgen.

Gelet op de kostenlast die dit systeem meebrengt en die door de federale diensten moet gedragen worden, is het nodig een aantal richtlijnen te verstrekken om deze kosten binnen aanvaardbare grenzen te houden.

Vooreerst dient de nadruk erop gelegd te worden dat de staf- en personeelsdiensten er zouden moeten op toezien dat geen misbruik zou worden gemaakt bij het aanvragen van abonnements (inz. netabonnements) die niet echt noodzakelijk zijn in het woon-werkverkeer.

Daarom dring ik er ook op aan dat bij alle maatschappijen voor openbaar vervoer jaarabonnements zouden genomen worden die veel goedkoper zijn dan deze voor een kortere periode. Uiteraard kan het in sommige gevallen toch nog aangewezen zijn andere abonnements te gebruiken, of zelfs ook nog meerrittenkaarten, wanneer het personeelsleden betreft waarvan het vaststaat dat zij niet het ganse jaar zullen werken, b.v. bij contracten van bepaalde duur, vervangingscontracten, vrouwen in zwangerschap, ...

Voor personeelsleden die niet voltijds werken, is het aangewezen dat deze gebruik maken van abonnements voor deeltijdse prestaties.

Het is nodig dat in alle federale overheidsdiensten en in alle federale openbare instellingen, waar het KB 03.05.2007 van toepassing is, een personeelslid van de staf- of personeelsdienst er speciaal mee belast wordt de gegevens en statistieken betreffende het gratis woon-werkverkeer van de personeelsleden in zijn federale overheidsdienst of instelling nauwkeurig bij te houden.

Le ministre du Budget a d'ailleurs insisté à plusieurs reprises sur le fait que les services publics doivent évaluer sur une base structurelle la charge financière des trajets entre le domicile et le lieu de travail et l'utilisation de cartes train pour ces trajets et ce sur la base de données réelles correctes.

Bruxelles, le 7 juin 2007.

Le Ministre de la Fonction publique,  
C. DUPONT

De minister van Begroting heeft er trouwens bij herhaling op aangedrongen dat de overheidsdiensten de kost van het woon-werkverkeer en het gebruik van treinkaarten en abonnementen voor dit woon-werkverkeer op structurele basis zouden evalueren en dit gesteund op correcte reële gegevens.

Brussel, 7 juni 2007.

De Minister van Ambtenarenzaken,  
C. DUPONT

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

##### Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publication prescrite par l'article 770  
du Code civil*

[2007/54483]

##### Succession en déshérence de De Vos, Octavie

De Vos, Octavie Angèle, veuve de Van Cauwenberge, Joseph, née à Zottegem le 15 mars 1912, domiciliée à Monceau-sur-Sambre, rue du Moulin 8, est décédée à Montigny-le-Tilleul le 25 octobre 2003, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Charleroi a, par ordonnance du 15 février 2007, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 6 mars 2007.

Le directeur de l'enregistrement et des domaines,  
M. de Pierpont.

(54483)

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

##### Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek*

[2007/54483]

##### Erfloze nalatenschap van De Vos, Octavie

De Vos, Octavie Angèle, weduwe van Van Cauwenberge, Joseph, geboren te Zottegem op 15 maart 1912, wonende te Monceau-sur-Sambre, Molensestraat 8, is overleden te Montigny-le-Tilleul op 25 oktober 2003, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi, bij beschikking van 15 februari 2007, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 6 maart 2007.

De directeur der registratie en domeinen,  
M. de Pierpont.

(54483)

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2007/09596]

##### Ordre judiciaire. — Places vacantes Communication importante

Modification de l'article 287 du Code judiciaire, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004 (loi du 3 mai 2003 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire) :

Toute candidature à une nomination (voir énumération à l'article 58bis, 1<sup>o</sup>, du Code judiciaire) ou à une désignation de chef de corps (voir énumération à l'article 58bis, 2<sup>o</sup>, du Code judiciaire) dans la magistrature doit, à peine de déchéance, être accompagnée :

a) de toutes les pièces justificatives concernant les études et l'expérience professionnelle;

b) d'un curriculum vitae rédigé conformément à un formulaire type établi par le Ministre de la Justice sur la proposition du Conseil supérieur de la Justice (voir *Moniteur belge* des 9 janvier 2004, 15 janvier 2004 et 2 février 2004 et voir également [www.just.fgov.be](http://www.just.fgov.be) - emplois - Introduire votre candidature).

Tous ces documents doivent être communiqués en double exemplaire.

En outre, les candidats sont invités à transmettre une copie de leur requête au chef de corps de la juridiction ou de ministère public où la nomination doit intervenir, sauf pour une nomination en qualité de conseiller ou conseiller suppléant à la cour d'appel ou en qualité de conseiller à la cour du travail pour laquelle une copie de la requête doit être transmise au président de l'assemblée générale de la juridiction où la nomination doit intervenir;

— magistrat fédéral près le parquet fédéral : 1.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2007/09596]

##### Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen Belangrijke mededeling

Wijziging van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek, in werking getreden op 1 januari 2004 (wet van 3 mei 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek) :

Elke kandidatuur voor een benoeming (zie opsomming in artikel 58bis, 1<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek) of voor een aanwijzing tot korpschef (zie opsomming in artikel 58bis, 2<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek) in de magistratuur dient op straffe van verval, vergezeld te zijn van :

a) alle stavingstukken met betrekking tot de studies en beroepservaring;

een curriculum vitae overeenkomstig een door de Minister van Justitie, op voorstel van de Hoge Raad voor de Justitie, bepaald standaardformulier (zie *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 2004, 15 januari 2004 en 2 februari 2004 en zie ook [www.just.fgov.be](http://www.just.fgov.be) - vacatures - Zich kandidaat stellen).

Al deze stukken moeten in tweevoud worden overgezonden.

Bovendien worden de kandidaten uitgenodigd om een afschrift van hun rekwest over te maken aan de korpschef van het rechtscollege of van het openbaar ministerie bij dat rechtscollege waar de benoeming moet geschieden, behalve voor de benoeming tot raadsheer of plaatsvervangend raadsheer in het hof van beroep of raadsheer in het arbeidshof waarvoor een afschrift van het rekwest moet worden overgemaakt aan de voorzitter van de algemene vergadering van het rechtscollege waar de benoeming moet gebeuren.

— federale magistraat bij het federaal parket : 1